

VENDRE LES TERRES AU PLUS OFFRANT

LE PLAN DE LA BANQUE MONDIALE
POUR PRIVATISER LES BIENS COMMUNS



VENDRE LES TERRES AU PLUS OFFRANT

LE PLAN DE LA BANQUE MONDIALE
POUR PRIVATISER LES BIENS COMMUNS



The Oakland Institute

Remerciements

Ce rapport a été écrit par Frédéric Mousseau avec l'assistance de Flora Sonkin pour la recherche et le support éditorial d'Anuradha Mittal et Elizabeth Fraser.

Nous sommes profondément reconnaissants aux donateurs individuels et fondations qui rendent notre travail possible. Merci!

Conception graphique: Amymade, amymade@gmail.com, amymade.com

Photo de couverture: Paysages des hauts-plateaux en région Amhara, Ethiopie © The Oakland Institute

Ce rapport est sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY-NC 4.0). Vous êtes libre de partager, copier, distribuer et transmettre ce travail sous les conditions suivantes:

Attribution: vous devez attribuer l'œuvre à l'Oakland Institute et à son auteur.

Non Commercial: Vous ne pouvez pas utiliser ce rapport à des fins commerciales.

Traductions: Si vous créez une traduction de ce rapport, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante à l'attribution:

La traduction n'a pas été effectuée par l'Oakland Institute et ne peut pas être considérée comme une traduction officielle de l'Oakland Institute, qui ne peut être tenu responsable du contenu ou des erreurs dans cette traduction.

Toutes les questions sur les droits et les licences sont à adresser à:

The Oakland Institute
PO Box 18978
Oakland, CA 94619 USA
www.oaklandinstitute.org
info@oaklandinstitute.org

The Oakland Institute, 2019

Résumé

En 2013, la Banque mondiale lançait le projet « Enabling the Business of Agriculture » (EBA), visant à prescrire les réformes favorables à l'agrobusiness dans les pays en développement. Le projet devait soutenir la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, une initiative lancée par le G8 pour promouvoir un développement agricole mené par le secteur privé en Afrique.¹

L'EBA note les pays sur le climat des affaires dans l'agriculture. Il mesure les « barrières juridiques » pour les agro-industries et prescrit des réformes dans 12 domaines, tels que les semences, les engrais, le commerce et l'outillage. Il encourage ensuite les réformes politiques visant à éliminer ces obstacles et à soutenir l'agrobusiness.² Sous la direction de la Banque mondiale, les gouvernements doivent par exemple assouplir leur réglementation sur les semences et les produits phytosanitaires (engrais et pesticides).³ Le dernier rapport de l'EBA, publié en 2017, introduit un nouvel indicateur: le foncier.⁴

Ce nouvel indicateur intervient alors que les acquisitions de terres à grande échelle dans les pays en développement se sont intensifiées au cours des dix dernières années.⁵ Dans de nombreux cas, elles ont donné lieu à des expulsions forcées, des violations massives des droits de l'homme, des dégradations environnementales, une insécurité alimentaire accrue et la destruction des moyens de subsistance des populations locales.⁶

Mais ces accaparements de terres ont également rencontré une résistance massive de la part de millions d'agriculteurs, de pasteurs et de peuples autochtones qui s'opposent à la confiscation de leurs terres ancestrales. Beaucoup ont réussi à retarder, perturber ou empêcher l'établissement de plantations.⁷ Les terres ciblées par les 'investisseurs' sont souvent utilisées par des populations locales qui n'ont pas de titre de propriété sur celles-ci. Légalement, ce sont généralement des terres du domaine public ou des terres domaniales et / ou des terres sur lesquelles les communautés locales revendiquent des droits coutumiers. La Banque mondiale a reconnu cette problématique et conclu que « les droits [fonciers] non documentés posent des défis et des risques aux investisseurs ».⁸

Cela explique peut-être pourquoi la Banque, appuyée par les gouvernements américain et britannique et par la Fondation Bill et Melinda Gates, tous promoteurs de l'agrobusiness et de l'agriculture industrielle, initie avec l'EBA un effort sans précédent pour s'attaquer à la question foncière dans les pays en développement, en particulier en Afrique.

En examinant les réformes et les mesures préconisées par ce nouvel indicateur foncier, le présent rapport émet de sérieuses inquiétudes quant à leur impact potentiel, si elles sont appliquées par les gouvernements.

Alors que la Banque prétend vouloir protéger les droits fonciers et apporter plus de liberté et d'équité dans l'accès à la terre,⁹ les « bonnes pratiques » prescrites par l'EBA dévoilent un programme radicalement différent, axé sur la promotion de l'agriculture industrielle, aux dépens des agriculteurs familiaux, des pasteurs et des peuples autochtones. Pour régler les régimes fonciers des pays et « accroître la productivité de l'utilisation des terres », la Banque recommande de formaliser les droits de propriété privée, de faciliter la vente et la location de terres à des fins commerciales, de systématiser la vente de terres du domaine public aux enchères et d'améliorer les procédures d'expropriation.¹⁰

La plupart des terres du domaine public dans les pays en développement sont en fait utilisées par les populations comme un bien commun, suivant les lois coutumières. Les ressources naturelles gérées de manière collective, telles que l'eau, les forêts, les savanes et les pâturages, sont essentielles à la subsistance de millions de ruraux pauvres. De plus, dans les systèmes coutumiers, la terre est considérée comme un capital ancestral ayant une profonde signification sociale et culturelle. Ignorant ces réalités, la Banque pousse les gouvernements à la privatisation et à la marchandisation des terres afin de favoriser l'expansion d'une production agricole à forte intensité de capital.¹¹

Suggérant que les pays pauvres ne gèrent pas efficacement les terres du domaine public, la Banque encourage la privatisation de ces terres publiques comme la voie à suivre pour le développement: les gouvernements devraient jouer le rôle de courtiers et transférer les terres publiques ayant une « valeur économique potentielle » à un usage commercial et au domaine privé, afin que la terre puisse être « mieux utilisée ».¹²

La Banque mondiale plaide également en faveur de la formalisation de la propriété foncière privée afin de stimuler les investissements de l'agrobusiness et d'accroître la productivité agricole.¹³ Il s'agit notamment de faire de la terre un « actif transférable » et à encourager son utilisation en tant que garantie pour obtenir des crédits bancaires. L'approche de la Banque ne tient pas compte de la grande vulnérabilité des exploitations agricoles familiales dans le monde, qui s'aggrave lorsque les terres dont elles dépendent



deviennent un actif sujet à la vente et la spéculation. Dans les économies occidentales, où les régimes fonciers sont « formels », les exemples d'agriculteurs dépossédés de leurs terres au profit de banques et de créanciers abondent. L'extension de ce modèle au monde en développement offrira un moyen juridique d'accroître la dépossession de terres, la concentration et l'accaparement des terres.

En notant les pays sur la facilité d'accès à la terre pour l'agrobusiness, le nouvel indicateur foncier¹⁴ constitue un effort agressif pour la privatisation de la terre dans les pays en développement. En faisant de la terre un produit commercialisable qui doit être offert au plus offrant, l'indicateur foncier encourage inévitablement une concentration accrue des terres entre les mains de quelques-uns, ainsi que la dépossession des ruraux pauvres qui en dépendent pour leur sécurité alimentaire et leur subsistance.¹⁵ La Banque entreprend donc de transformer les terres, source essentielle de subsistance et base d'une

agriculture résiliente et de l'équilibre écologique, en un actif financier de plus en plus sujet à la spéculation pour développer l'agriculture industrielle.

Les gouvernements doivent être aidés à concevoir des politiques alimentaires et agricoles qui placent les agriculteurs familiaux, les pasteurs et les peuples autochtones au centre des priorités pour s'attaquer aux problèmes de la faim, de la dégradation de l'environnement et du changement climatique. Au lieu de cela, avec son nouvel indicateur foncier, la Banque mondiale lance une attaque sans précédent sur leurs droits fonciers et leur avenir. Introduit à titre pilote dans 38 pays en 2017, l'indicateur foncier devrait être étendu à 80 pays dans le rapport EBA 2019. Alors que l'EBA avait déjà beaucoup de parti pris en faveur de l'agriculture industrielle et de l'agrobusiness, les menaces qu'amènent ce nouvel indicateur rendent encore plus important de mettre fin définitivement à cette initiative néfaste.





Terrain préparé par Saudi Star à Gambella, Ethiopie © The Oakland Institute

Pression croissante sur les terres et les ressources naturelles dans les pays en développement

3,1 milliards de personnes dans le monde dépendent de la terre pour leur subsistance, principalement en tant qu'agriculteurs.¹⁶ Quatre-vingt pour cent de la nourriture consommée dans le monde est produite par des exploitants familiaux.¹⁷ Malgré le rôle essentiel qu'ils jouent, les agriculteurs et les pasteurs sont de plus en plus menacés en raison des pressions croissantes exercées sur leurs terres et leurs ressources naturelles.¹⁸ Dans les pays du Sud, les accaparements de terres conduisent à la dépossession et aux déplacements forcés, et menacent directement la sécurité alimentaire des populations.¹⁹ Cette tendance s'est intensifiée avec les crises alimentaire et financière de 2008, lorsque la forte volatilité des prix des aliments a suscité un regain d'intérêt pour l'agriculture et les acquisitions de terres.²⁰ En 2009, moins d'un an après la flambée des prix des produits alimentaires, 56 millions d'hectares de terres agricoles avaient été acquises pour des projets agroindustriels,²¹ dont plus de 70% en Afrique.²² En 2016, environ 42,4 millions d'hectares de terres étaient sous contrat.²³

La Banque mondiale a joué un rôle central dans la promotion de ces transactions foncières.²⁴ Pendant des années, à travers différents mécanismes, notamment l'assistance technique et les services de conseil aux gouvernements, la conditionnalité de l'aide et le classement Doing Business, la Banque a encouragé les réformes réglementaires visant à attirer les investissements privés étrangers pour la croissance économique et le développement.²⁵ En 2014, la Société financière internationale (SFI) - l'organe du secteur

privé de la Banque mondiale - gérait 156 projets d'une valeur de 260 millions de dollars pour du conseil visant à promouvoir le développement du secteur privé dans 34 pays africains.²⁶

Partout dans le monde, l'expansion de l'agriculture industrielle a été la cause de la dépossession et de la perte de moyens de subsistance pour des millions de personnes, sans pour autant apporter le développement économique et la sécurité alimentaire promis.²⁷ Cela a entraîné une dégradation massive de l'environnement et une perte de biodiversité, ainsi que l'aggravation du changement climatique via la déforestation et l'agriculture industrielle, comme en témoigne l'exemple de l'huile de palme en Indonésie.²⁸ Mais ces dix dernières années ont également vu d'innombrables histoires de résistance des agriculteurs, des pasteurs et des peuples autochtones s'opposant à la prise de contrôle de leurs terres et à la destruction de leur environnement. Souvent qualifiées de « conflits fonciers »,²⁹ nombre de ces luttes remettent en cause la prise de contrôle par des entreprises étrangères de terres légalement publiques ou appartenant à l'État et / ou de terres sur lesquelles les communautés locales ont des droits coutumiers.³⁰ Si certaines de ces luttes ont abouti à une répression violente et à des déplacements forcés,³¹ beaucoup ont réussi à retarder, perturber ou empêcher la création de plantations.³²

La Banque mondiale en conclut que « les droits fonciers non documentés posent des défis et des risques aux investisseurs »³³ et que, dans le cas de l'Afrique, le développement



du continent est « empêché par la confusion en matière de propriété foncière ».³⁴ Cela explique peut-être pourquoi la Banque, appuyée par les gouvernements américain et britannique, et par la Fondation Bill et Melinda Gates - tous ardents défenseurs de l'agriculture industrielle - a lancé un effort sans précédent pour s'attaquer au problème foncier

dans les pays en développement, en particulier en Afrique. L'introduction d'un indicateur foncier dans le projet EBA est significative dans la mesure où il s'agit d'un instrument qui prescrit les réformes que les gouvernements des pays en développement doivent entreprendre pour favoriser l'agro-business et les investissements étrangers.³⁵

L'EBA - Un classement Doing Business pour l'agriculture

L'EBA a été commandé à la Banque par le G8 en 2012, comme l'une des « actions d'accompagnement » de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition,³⁶ qui venait d'être lancée. Financé initialement par cinq donateurs occidentaux, dont la Fondation Bill et Melinda Gates et les gouvernements américain, britannique, danois et néerlandais, le projet fut officiellement lancé par la Banque mondiale en 2013.³⁷

L'EBA a pour objectif de contribuer à la création de « politiques facilitant le climat des affaires dans l'agriculture et augmentant l'attractivité et la compétitivité des pays en matière d'investissement ».³⁸ Pour ce faire, l'EBA note des secteurs tels que les semences, les engrais, le fonctionnement des marchés, pour déterminer si les lois des pays facilitent ou non l'agro-business. La Banque recommande des réformes favorables aux entreprises et

évalue les pays pour leur performance dans l'application de ces recommandations. Les scores obtenus conditionnent alors la fourniture de l'aide internationale et visent à influencer les investissements étrangers dans ces pays. L'EBA illustre la tendance croissante des programmes d'aide internationale, devenus des instruments de promotion d'une agriculture industrielle menée par l'agro-business.

En 2014 était lancée une campagne internationale, Nos Terres, Notre Business. Plus de 280 organisations, dont des organisations paysannes, des syndicats et des organisations de la société civile se sont associées pour dénoncer l'imposition par le haut de politiques préjudiciables aux agriculteurs et à la sécurité alimentaire via les projets EBA et Doing Business. Sous la pression de la campagne, les gouvernements néerlandais et danois ont mis fin à leur financement de l'EBA en 2016.³⁹

Qu'est-ce que le nouvel indicateur foncier de l'EBA?

Officiellement, l'« indicateur foncier de l'EBA mesure les lois et les réglementations qui ont un impact sur l'accès des producteurs et des agro-industries aux marchés fonciers ».⁴⁰ L'EBA identifie et évalue les « contraintes réglementaires » affectant l'accès privé à la terre.⁴¹ En 2017, le projet pilote a noté 38 pays selon trois principaux sous-indicateurs:

1. l'existence, la couverture et la pertinence des registres fonciers pour la propriété privée;
2. la gestion des terres du domaine public;
3. l'équité et la justice.

Le premier groupe de sous-indicateurs évalue la documentation et la couverture des registres fonciers pour les propriétés privées, par exemple la présence et l'étendue des systèmes de cartographie de la propriété privée et l'existence d'enregistrements en ligne pour les procédures foncières légales, telles que les transferts, les hypothèques et les conflits. Selon la Banque mondiale, un des principaux objectifs des registres fonciers est d'accroître

les investissements dans l'agriculture et de permettre aux propriétaires de transférer leurs biens à d'autres « s'ils décident de saisir des opportunités non agricoles ».⁴²

Le deuxième ensemble de sous-indicateurs concerne la gestion des terres du domaine public. Il note les pays par rapport aux mécanismes existants tels que la cartographie des terres et l'utilisation d'appels d'offres publiques pour transférer les terres du domaine public à des acquéreurs privés. Bien que l'objectif déclaré de ces sous-indicateurs soit de prévenir l'empiétement (*encroachment* en anglais), les neuf questions qui guident la notation se rapportent toutes aux mécanismes de transfert au privé des terres publiques telles que les parcs, les réserves naturelles, les forêts et d'autres espaces publics.⁴³

La Banque met l'accent sur la « valeur économique potentielle » des terres publiques et affirme que leur privatisation par le biais de vente aux enchères publique « garantira que les terres de l'État soient affectées à une utilisation

Figure 1: Notes par pays de l'indicateur foncier dans le rapport EBA 2017



optimale ».44 Pour que les pays pauvres améliorent leurs mauvaises notes en matière de gestion des terres publiques (voir Figure 1), ils doivent établir des mécanismes d'appel d'offres adéquats pour transférer les terres publiques au secteur privé et garantir un bon prix pour les terres vendues. En d'autres termes, les terres publiques doivent être vendues au plus offrant.45

Le troisième ensemble de sous-indicateurs concerne l'équité et la justice sur les marchés fonciers. Il recommande des registres fonciers différenciés selon le genre ainsi que la levée des « restrictions à la location de terres ».46 Pour la Banque, encourager la location à long terme de terres permettrait aux « agriculteurs plus qualifiés de se développer et d'investir dans des méthodes de production à plus forte intensité capitaliste », alors que les agriculteurs « moins efficaces » sortiraient de l'agriculture.47 La plupart des questions relatives à l'équité et à la justice (7 sur 12) concernent les procédures d'expropriation,48 de sorte que « les droits fonciers soient protégés contre l'expropriation sans compensation équitable. »49

L'indicateur foncier pilote de l'EBA donne les meilleures notes aux pays de l'OCDE tandis que les pays d'Afrique subsaharienne sont au bas du classement (voir Figure 1).

Dans tout le rapport EBA, la création de marchés fonciers pour la vente et la location de terres aux investisseurs est encouragée afin de permettre des transferts de terres « améliorant l'efficacité » et une « utilisation efficace des terres » qui consiste, pour la Banque, à affecter les terres à une agriculture à forte intensité en capital.

« En permettant aux personnes arrêtant l'agriculture de mettre leurs terres en production, la location ou la vente de ces terres peut contribuer à une transformation structurelle. »

—EBA 2017⁵⁰

L'indicateur foncier de l'EBA et autres documents-clé de la Banque mondiale⁵¹ soulèvent des questions importantes concernant les prescriptions que donne la Banque aux gouvernements. Une première préoccupation concerne l'hypothèse selon laquelle la formalisation de la « propriété privée » sur les terres garantira la sécurité foncière et stimulera le développement.

La formalisation de la propriété privée est-elle le bon moyen de sécuriser les droits fonciers?

Bien que l'EBA préconise la formalisation de la propriété privée comme moyen d'accroître la sécurité foncière, elle encourage également l'enregistrement des terres afin d'en faire des « actifs transférables ». Selon sa logique, une fois le régime foncier formalisé (c'est-à-dire que les droits et les conditions d'accès à une parcelle délimitée sont officiellement enregistrés), les propriétaires pourront accéder au crédit en utilisant leur nouveau titre comme

garantie pour des prêts bancaires. Ainsi, ils pourront investir dans une agriculture « à plus forte intensité en capital » ou vendre leurs terres à d'autres s'ils « choisissent » de sortir de l'agriculture.⁵²

Cette approche soulève un certain nombre de questions. Premièrement, le postulat de la Banque selon lequel les personnes choisiraient librement de sortir de l'agriculture ne

tient pas compte de la grande vulnérabilité des agriculteurs familiaux du monde entier. Leur vulnérabilité est encore accrue lorsque les terres dont ils dépendent pour gagner leur vie deviennent un objet économique sur lequel on peut spéculer. Dans les économies occidentales, où les régimes fonciers sont « formels », les cas d'agriculteurs perdant leurs terres au profit de banques et de créanciers abondent. Par exemple, en juin 2018, la Commission royale d'enquête bancaire australienne (Banking Royal Commission of

développement, où les agriculteurs sont extrêmement vulnérables aux chocs climatiques, reçoivent un soutien public limité, ne disposent pas d'assurance-récolte et où les prix agricoles sont généralement déréglementés et volatils. Lorsque les régimes fonciers permettent de telles ventes, les agriculteurs peuvent alors être contraints de vendre leurs terres au cours des années de mauvaises récoltes ou de bas prix. Cela s'est produit à grande échelle après la crise alimentaire de 2005 au Niger, alors qu'en une saison seulement, la faim avait obligé 8 à 14% des agriculteurs à vendre ou à hypothéquer leurs terres pour survivre.⁵⁵



Tweet de l'Irish Farmers' Association

Australia) documentait comment les banques avaient forcé les agriculteurs à quitter leurs terres: « Après avoir connu des difficultés financières, [la banque] ANZ ne leur a donné que six semaines pour vendre leurs propriétés et une semaine pour quitter leurs terres. Les Cheesmans ont supplié de garder leurs maisons et leurs machines pour pouvoir gagner un revenu et payer la dette. La banque les a obligés à tout vendre. »⁵³ En septembre 2018, des manifestations ont éclaté en Irlande lorsque des agriculteurs ont été forcés de vendre leurs terres par un fonds « vautour », qui avait mis leurs terres à la vente aux enchères en ligne sans même les en informer.⁵⁴

L'approche de la Banque offre donc un moyen juridique d'accroître la dépossession, la concentration et l'accaparement de terres. Cet objectif est évident puisque la Banque encourage les gouvernements à privilégier la formalisation du foncier privé dans les « zones agricoles à fort potentiel ».⁵⁶ La Banque n'envisage les autres formes de régimes fonciers, tels que le régime communal ou coutumier, dans les zones à faible potentiel agricole.⁵⁷

En outre, l'affirmation de la Banque selon laquelle les titres privés sont essentiels pour éliminer la pauvreté et favoriser le développement⁵⁸ est contestée par son propre groupe d'évaluation indépendant (IEG).⁵⁹ Une revue de 2016 par l'IEG des projets fonciers de la Banque de 1998 à 2014 révèle ainsi que la plupart de ces projets obtiennent de faibles résultats en termes de développement et ne ciblent même pas les groupes pauvres et marginalisés.⁶⁰ En outre, le même rapport estime que l'attribution de titres fonciers ne donne pas de meilleur accès au crédit.⁶¹

L'étude de l'IEG vient s'ajouter à un nombre croissant de données sur l'inefficacité et les conséquences dévastatrices de l'approche foncière de la Banque.⁶² Comme dans le cas des projets d'attribution de titres de propriété au Brésil et au Guatemala (voir Encadré 1), « formaliser les droits fonciers » pourrait bien favoriser l'accaparement des terres au lieu de garantir l'accès à la terre aux agriculteurs et aux peuples autochtones.⁶³

ENCADRÉ 1: Projets de titrisation financés par la Banque mondiale et accaparement des terres

Un programme d'attribution de titres de propriété financé par la Banque mondiale dans l'État brésilien de Piauí risque de légaliser l'accaparement généralisé des terres par l'agrobusiness et les spéculateurs fonciers de la région.⁶⁴

Le projet vise à offrir des titres fonciers individuels dans la même logique que celle de l'EBA: des titres formalisés pourraient faciliter l'accès au crédit, être un vecteur d'investissement et d'accumulation de richesse, et finalement lutter contre la pauvreté.⁶⁵

Mais la réalité à Piauí ne pourrait pas être plus différente.



Ces dernières années, la monoculture de soja et la spéculation foncière dans la région ont augmenté avec l'accaparement illégal de terres. Selon ActionAid, pas moins de 11 000 agriculteurs risquent d'être expulsés, alors que quatre millions d'hectares de terres sont privatisées et acquises par des sociétés internationales.⁶⁶ Parmi les investisseurs à l'origine de cet effort pour acquérir des terres figurent des fonds de pension étrangers tels que le fonds TIAAF (Teachers Insurance and Annuity Association) basé aux États-Unis, le fonds d'investissement de l'Université Harvard, etc.⁶⁷

Dans ce contexte, le projet d'octroi de titres de propriété mis en place par la Banque ne garantit pas les droits fonciers des petits agriculteurs, mais risque plutôt de légaliser l'accaparement massif de terres.⁶⁸ Le projet a également totalement ignoré les formes de tenure collectives courantes dans la région, se concentrant plutôt sur la délivrance de titres de propriété individuels.⁶⁹

En décembre 2017, le bureau du procureur brésilien a demandé à la Banque de suspendre le projet et d'envisager plutôt l'attribution de titres collectifs traditionnels garantissant le consentement préalable et éclairé des communautés sur leurs terres. La Banque a également été invitée à « adopter des mesures pour évaluer et corriger les effets négatifs » de son programme afin de prévenir et de remédier aux violations des droits fonciers des peuples autochtones.⁷⁰ La banque n'a jamais répondu.⁷¹

Ce n'est qu'un exemple parmi de nombreux autres programmes d'attribution de titres de propriété de la Banque mondiale qui ont été utilisés pour déposséder des populations de leurs terres. Au Guatemala, les communautés autochtones d'Alta Verapaz ont également perdu leurs terres au profit de plantations de palmiers à huile suite à la mise en œuvre de deux projets fonciers de la Banque mondiale d'un coût de 100 millions de dollars.⁷²

Prévenir l'empiètement des terres publiques: un permis d'accaparement des terres

La Banque mondiale affirme que le principal objectif des gouvernements en matière de gestion des terres publiques devrait être de « prévenir les empiètements » (encroachment en anglais).⁷³ Mais la majorité des « empiètements » dans les pays en développement est en réalité l'utilisation de terres du domaine public par les paysans, les pasteurs et les peuples autochtones pour leur subsistance.⁷⁴

On estime que pas moins de 65% des terres du monde sont gérées par les communautés dans le cadre de systèmes coutumiers.⁷⁵ Au cours de l'histoire, de vastes étendues de ces terres ont été revendiquées par les États coloniaux,

puis indépendants, en vertu de lois statutaires.⁷⁶ Après leur indépendance, un certain nombre de pays anciennement colonisés ont adopté des systèmes juridiques établissant que toutes les terres sont la propriété de l'État.⁷⁷ Les communautés étaient autorisées à maintenir des systèmes fonciers coutumiers et pouvaient toujours accéder aux terres et aux ressources naturelles et les utiliser, tandis que l'État se réservait le droit de transférer ou de louer des terres à des fins d'« intérêt public ». De tels arrangements se trouvent dans les lois de 1999 sur la terre et les villages de Tanzanie (Tanzania's Land and Village Land Acts of 1999),⁷⁸ la Constitution de l'Éthiopie de 1995,⁷⁹ la loi sur les terres du Mozambique de 1997,⁸⁰ la loi sur l'acquisition de terres du Zimbabwe de 1992,⁸¹ la loi sur les terres de Zambie de 1995 (Zambia's Lands Act of 1995),⁸² et le code domanial et foncier du Mali de 2000⁸³ entre autres.⁸⁴

Les terres dites publiques sont donc souvent des terres utilisées selon des arrangements coutumiers. Les ressources naturelles gérées de manière commune, telles que les terres agricoles, les eaux, les forêts et les savanes, sont essentielles à la subsistance de millions de pasteurs, pêcheurs et agriculteurs familiaux, et sont généralement

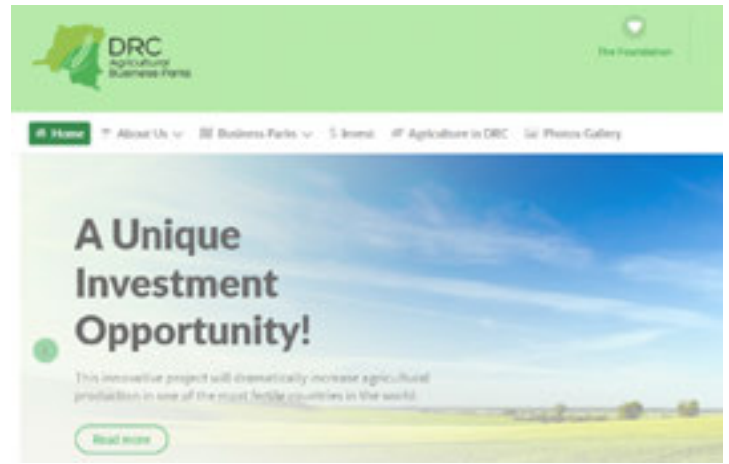


Pasteurs masaï à Loliondo, Tanzanie © The Oakland Institute



considérées comme un capital ancestral ayant une profonde signification sociale et culturelle. En Afrique, ce sont généralement des arrangements coutumiers qui organisent la culture et le pâturage, ainsi que les jachères et les réserves, la cueillette, le bois, la pêche et la chasse.

Les recommandations politiques de la Banque et l'objectif déclaré de « prévenir l'empiétement » du domaine public transforment ainsi les utilisateurs coutumiers des terres en « squatteurs » ou « intrus » sur leurs propres terres, qu'ils ont protégées et utilisées pendant des générations. C'est exactement les termes utilisés pour les communautés locales dans plusieurs cas d'expulsions forcées documentées par l'Oakland Institute ces dernières années.⁸⁵ « Cette terre appartient à l'État » est un argument récurrent utilisé par les gouvernements pour s'approprier la terre de leurs propres citoyens au profit d'entreprises étrangères, comme on a pu le voir chez plusieurs communautés autochtones d'Éthiopie,⁸⁶ les Massaï de Tanzanie,⁸⁷ et les riverains du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo en République Démocratique du Congo.⁸⁸



Capture d'écran du site internet des parc-agroindustriels, République Démocratique du Congo

En rejetant les droits coutumiers communautaires, l'indicateur foncier de l'EBA impose un agenda néolibéral qui considère les droits de propriété privés individuels comme fonctionnellement supérieurs aux droits collectifs. Ce faisant, il nie la réalité de millions de personnes à travers le monde dont la subsistance est basée sur des droits collectifs et qui considèrent la terre, tout comme l'eau, comme un bien commun qui ne peut pas être privatisé.



Manifestations contre l'accaparement des terres à Pomio, Papouasie Nouvelle Guinée © Paul Hilton / Greenpeace

« Quatre-vingt-cinq pour cent de la population de Papouasie-Nouvelle-Guinée, soit 7 millions de personnes, vivent dans des communautés rurales sur leurs terres coutumières. Leurs terres sont leur supermarché, leur quincaillerie, leur pharmacie et leur distributeur automatique de billets. La terre fournit de la nourriture pour les jardins et la chasse, de l'eau, des médicaments, du bois pour la cuisine, du matériel pour construire des maisons et fabriquer des cordes, des clôtures, des paniers, des outils et des armes. La terre est également un lien essentiel pour les familles, les clans et les communautés. Elle assure la cohésion sociale, soutient l'identité culturelle et est centrale aux croyances spirituelles. Toute cette autosuffisance disparaît lorsque des terres coutumières sont cédées à des sociétés ou à des gouvernements. » –Effrey Dademo, ACTNOW!, Papouasie Nouvelle Guinée⁸⁹



ENCADRÉ 2: Droits coutumiers pour les Masai en Tanzanie

L'indicateur foncier de l'EBA se concentre presque exclusivement sur la formalisation des droits de propriété privés individuels sur les terres, en dépit du fait que des millions de personnes dans le monde rejettent les droits privés sur les terres, et plaident au contraire en faveur des droits coutumiers. Alors que de nombreux groupes, communautés et organisations réclament les droits coutumiers comme moyen de protéger leurs droits fonciers, de nouveaux modèles qui privilégient la propriété collective des terres émergent.

Un modèle particulièrement innovant a été développé par les pasteurs masai du nord de la Tanzanie. En vogue depuis quelques années, les certificats de droit d'occupation coutumier (CCRO) sont des titres de propriété, rendus possible par la loi foncière de 1999, qui peuvent être accordés tant à des individus qu'à des communautés entières⁹⁰

Les CCRO communautaires sont uniques en ce sens qu'ils « permettent à des communautés entières d'obtenir des droits indivisibles sur leurs terres coutumières et de gérer ces territoires par le biais de règlements et de plans de gestion. En organisant les avoirs fonciers des communautés et en fournissant une documentation légale, les CCRO les aident à protéger leurs droits fonciers et à assurer la gestion environnementale de leur territoire pour les générations futures. »⁹¹

Une fois accordées, les CCRO communautaires sont permanents, ne peuvent être vendus, échangés ou subdivisés sans le plein consensus de la communauté tout entière.⁹²

Objectif: La privatisation des terres du domaine public dans les pays en développement

L'indicateur foncier de l'EBA révèle l'objectif de la Banque mondiale en matière de foncier public. La Banque assure que les pays à faible revenu sont en retard et ne gèrent pas les terres du domaine public de manière efficace (voir Figure 1). La privatisation des terres publiques est donc présentée comme une solution rationnelle pour mettre celles-ci en valeur d'un point de vue économique.

La Banque insiste sur la « valeur économique potentielle » des terres publiques, comme si ces terres étaient inutilisées et disponibles.⁹³ Faisant preuve d'un certain cynisme, oubliant des siècles d'exploitation coloniale et néocoloniale, la Banque affirme que la pauvreté en Afrique est due en grande partie à une mauvaise gouvernance foncière: « Malgré ses abondantes terres agricoles et ses ressources naturelles, l'Afrique subsaharienne a été incapable de traduire sa forte croissance économique récente en réduction de la pauvreté. »⁹⁴ Le développement du continent est

« La difficulté d'accéder à la terre pour le développement des entreprises est devenue l'une des principales plaintes des opérateurs du secteur privé dans un grand nombre d'enquêtes auprès des entreprises menées dans des pays africains. » –EBA 2017⁹⁶

« Pour que les terres de l'État soient utilisées au mieux, tout transfert de ces terres à des fins commerciales ... devrait s'effectuer par des ventes aux enchères publiques. » –EBA 2017⁹⁷

« freiné par la confusion qui entoure la propriété foncière », affirme la Banque.⁹⁵

Pour la Banque mondiale, afin d'améliorer les notations EBA, les gouvernements des pays en développement devraient appliquer des mécanismes d'appel d'offres publics transparents pour offrir les terres aux investisseurs privés au meilleur prix. Pour la Banque, l'équité serait assurée par la transparence de telles ventes de terres au plus offrant, en ignorant que dans un monde caractérisé par l'inégalité, cette approche entraînerait probablement une concentration accrue des terres. Les plus offrants seront les intérêts économiques les plus puissants, tels que les entreprises et les personnes les plus fortunées.

Le recours aux enchères publiques pour vendre les terres est présenté comme le moyen de « faire en sorte que les terres de l'État soient utilisées de manière optimale. »⁹⁸ Une





Qui va déterminer quelles sont les “zones à fort potentiel agricole” à privatiser? - Ici, la rivière Bairaman et les forêts environnantes en Papouasie Nouvelle Guinée
© Paul Hilton / Greenpeace

fois que les terres publiques seront transférées à un usage commercial, les investisseurs veilleront à ce que les terres « de valeur économique » (“*economically valuable land*”) soient utilisées avec « efficacité ».⁹⁹ La Banque ne fournit pas de définition des terres « de valeur économique » ni de ce qu'elle entend par « utilisation optimale » ou « utilisation efficace » des terres.

C'est très problématique. Qui va évaluer et décider quelle sera la « meilleure utilisation » des terres? Avec quels critères? Qui et comment estime-t-on la « valeur économique » de certaines terres? Les communautés vivant sur ces terres auront-elles leur mot à dire? Et qui en profitera au bout du compte?

Le nouveau président d'extrême droite brésilien, Jair Bolsonaro, suit la doctrine de la Banque mondiale consistant à exploiter les terres « de valeur économique » dans le but déclaré d'abolir les terres autochtones protégées afin de développer l'élevage en ranch, l'agriculture industrielle et d'extraire des ressources.¹⁰⁰ Considérant que « là où il y a des terres autochtones, il y a des richesses »,¹⁰¹ Bolsonaro



Le président brésilien Jair Bolsonaro crédit: Rogério Melo / PR (CC BY-NC-SA 2.0)

menace la survie même de centaines de communautés autochtones vivant sur ces terres, alors que ses plans risquent de conduire à une plus grande déforestation, une accélération de la crise climatique et environnementale, constituant une menace majeure pour des milliards de personnes dans le monde.



Équité et justice ou expropriation et concentration des terres?

Au vu des lourdes menaces qui pèsent sur les droits fonciers dans le monde, il serait bienvenu que la Banque mondiale prescrive des mesures en faveur de plus d'équité et de justice dans l'accès à la terre. Cependant, ce qu'elle recommande aux gouvernements a bien l'effet inverse, et risque de contribuer à encore plus de concentration des terres agricoles entre les mains de quelques uns.

La première prescription de l'EBA pour améliorer « l'équité et l'inclusion »¹⁰² dans le foncier consiste à désagréger les registres fonciers par genre.¹⁰³ Bien que la discrimination des femmes pour l'accès à la terre soit un gros problème à l'échelle mondiale, il n'est pas clair comment les registres fonciers désagrégés par genre vont régler le problème. De plus, un problème majeur d'accès à la terre vient des asymétries de pouvoir historiques et de la colonisation, notamment les confiscations de terres, les concessions aux colons, l'esclavage des populations colonisées, etc.¹⁰⁴ De plus, l'attention de la Banque à la problématique genre est certes louable mais elle ignore d'autres groupes dont les droits fonciers sont encore souvent systématiquement marginalisés, tels que les pasteurs et les peuples autochtones.¹⁰⁵

La deuxième recommandation de l'EBA en matière d'équité et de justice porte sur la « liberté de louer » des terres, c'est-à-dire sur l'élimination des réglementations et des restrictions en matière de location de terres.¹⁰⁶ Selon la Banque, « la location des terres est essentielle à la transformation structurelle » et les « restrictions à son utilisation » devraient être supprimées pour permettre « des transactions foncières qui assureront une utilisation plus efficace des terres. »¹⁰⁷ Cultivant son langage positif, la Banque parle de promouvoir la « liberté de louer », afin de permettre les transferts de terres pour « les agriculteurs souhaitant se développer dans le secteur commercial, mais aussi pour ceux qui souhaitent quitter l'agriculture. »¹⁰⁸ Cependant, comme indiqué précédemment, de nombreux agriculteurs ne quittent pas l'agriculture par choix mais sont forcés de le faire en raison de leur marginalisation sociale, de la pauvreté, des conflits, du climat, du manque de soutien institutionnel, etc. Dans ce contexte, promouvoir la « liberté de location » revient à encourager les acquisitions foncières pour de grandes exploitations et la concentration des terres entre les mains de sociétés, d'individus influents et fortunés.

Ne manquant pas de cynisme, la troisième prescription de l'EBA concernant l'équité et la justice foncière a trait

à l'expropriation. L'indicateur foncier évalue « les lois qui garantissent que l'expropriation soit limitée à des fins d'intérêt public, appliquée de manière appropriée et transparente et avec des mécanismes d'appel efficaces ».¹⁰⁹ Elle vise à garantir que des indemnités adéquates soient fournies et des procédures régulières suivies en cas d'expropriation. Mais il est difficile d'ignorer la contradiction d'associer les notions d'équité et de justice et l'acte d'exproprier. Au lieu de guider des orientations politiques susceptibles d'empêcher la perte de terres pour les paysans, la Banque suggère que la perte des terres au profit de l'agrobusiness ou de spéculateurs fonciers est un résultat inévitable du développement agricole et recommande donc que les expropriations aient lieu de façon juste. En outre, il est important de questionner ce qui constitue l'« intérêt public » dans le contexte de l'expansion de l'agrobusiness et de l'agriculture industrielle dans les pays en développement.¹¹⁰ Le fait que celle-ci consacre une section du rapport EBA aux expropriations suggère que la Banque est convaincue que le déplacement forcé des populations locales pour l'établissement de plantations industrielles constitue un intérêt public.

Il est important de questionner ce qui constitue l'« intérêt public » dans le contexte de l'expansion de l'agrobusiness et de l'agriculture industrielle dans les pays en développement. Le fait que la Banque consacre une section du rapport EBA aux expropriations suggère que celle-ci est convaincue que le déplacement forcé des populations locales pour l'établissement de plantations industrielles constitue un intérêt public.

La Banque mondiale encourage depuis longtemps les pays en développement à favoriser les investissements étrangers par des procédures accélérées et en écartant des consultations qui pourraient « alourdir » les processus d'investissement.¹¹¹ Les directives de l'EBA pour des mécanismes d'expropriation « équitables » complètent logiquement les recommandations de la Banque en matière de privatisation des terres du domaine public et de la promotion de l'agrobusiness, qui aboutissent toutes deux à déposséder les populations de leurs terres ancestrales.¹¹²



Qu'est ce que l'utilisation « efficace » des terres pour la Banque mondiale?

La Banque insiste que « pour encourager les investissements permettant d'accroître la productivité, les droits à fonciers doivent être sécurisés et transférables ». ¹¹³ Cette affirmation repose sur deux arguments principaux. Premièrement, les agriculteurs auront accès au crédit pour investir dans une agriculture à plus forte intensité en capital en utilisant leurs terres comme garantie. ¹¹⁴ Deuxièmement, les marchés fonciers attribueront les terres aux producteurs les plus « efficaces », capables d'investir dans des méthodes à forte intensité en capital, tandis que les agriculteurs les moins rentables « choisiront » de sortir de l'agriculture. ¹¹⁵

Or, l'idée que donner des terres à des investisseurs privés et développer une « agriculture à forte intensité en capital » conduise à une utilisation plus efficace des terres est fautive. La Banque mondiale elle-même a montré que l'expansion de grandes exploitations industrielles avait peu d'impact sur la réduction de la pauvreté par rapport à un meilleur accès à la terre et à l'eau pour les communautés rurales. ¹¹⁶ En outre, compte tenu de la crise climatique, de l'épuisement rapide des ressources naturelles et de la dégradation croissante des sols, qu'entend la Banque par l'utilisation « efficace » des terres est une question à poser. Il est bien évident que l'efficacité dans l'utilisation des terres ne peut se confiner aux rendements à l'hectare, mais doit également intégrer la durabilité aux niveaux social, environnemental et économique.

Alors que l'EBA incite les gouvernements à faciliter les transferts de terres « améliorant l'efficacité » - c'est-à-dire la vente ou la location de terres agricoles à des agro-industries -, elle les exhorte également à déréglementer l'importation d'engrais chimiques ainsi que la production et la commercialisation de semences industrielles. ¹¹⁷ En ce sens, les recommandations de la Banque sur les politiques d'utilisation « efficace » des terres sont intimement liées à l'expansion de l'agriculture industrielle. Bien que présentée comme la solution pour augmenter la production alimentaire tout en sortant des millions de personnes de la pauvreté, la promotion par la Banque de modes de production plus « capitalistiques » repose sur une autre hypothèse largement réfutée qui néglige un certain nombre de réalités.

En ce qui concerne la productivité et la sécurité alimentaire, l'Évaluation internationale des connaissances, de la science et de la technologie au service du développement (IAASTD), une étude multidisciplinaire menée par plus de 400 scientifiques et parrainée par la FAO, le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale elle-même a largement discrédité

les avantages supposés d'une agriculture industrielle à forte intensité de capital. ¹¹⁸ Le rapport a exhorté tous les acteurs impliqués dans le développement agricole à orienter leur soutien vers des pratiques agroécologiques moins dépendantes du capital et des intrants externes. L'IAASTD a également attiré l'attention sur les impacts environnementaux de l'agriculture intensive, qui ne sont guère pris en compte dans les recommandations actuelles de la Banque.

« En réalité, près d'un siècle de recherches effectuées par des économistes agricoles du monde entier a donné lieu à un constat contre-intuitif: les petits exploitants utilisent généralement la terre, la main-d'œuvre et le capital plus efficacement que les grands exploitants qui dépendent principalement de la main-d'œuvre salariée. »—Banque mondiale, 2009¹²¹

Une autre étude exhaustive, réalisée par les propres chercheurs de la Banque mondiale en 2009, a mis en évidence l'argument fallacieux de l'efficacité économique utilisé pour favoriser la privatisation des terres et l'expansion des marchés fonciers. ¹¹⁹ Selon les experts de la Banque, la création de marchés fonciers aboutit finalement à une concentration des terres pour l'agriculture industrielle et à la monoculture dans de grandes exploitations mécanisées, moins productives que les exploitations familiales. ¹²⁰

En outre, les grandes exploitations industrielles entraînent souvent des charges économiques beaucoup plus lourdes pour les agriculteurs (notamment l'endettement) et des dommages pour la santé et l'environnement (perte de biodiversité, épuisement des sols, contamination des sources d'eau par des engrais chimiques, insécurité alimentaire / apport nutritionnel réduit). ¹²² Globalement, les propres experts de la Banque mondiale affirment que les marchés fonciers non seulement ne distribuent pas les terres aux pauvres, mais n'ont pas non plus de sens économique en termes d'amélioration de la productivité. Au-delà de la productivité, l'expansion des plantations affecte également les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres, comme le montre l'histoire de la région Afar d'Éthiopie (voir Encadré 3).



La plantation de palmiers à huile d'Herakles Farms au Cameroun
© Jan-Joseph Stok / Greenpeace



Plantations industrielles en Afrique Australe © The Oakland Institute

ENCADRÉ 3: Privatiser le foncier pour une utilisation « efficace » des terres: les leçons de la région afar en Éthiopie

En contradiction avec ce que la Banque considère comme le « meilleur usage » des terres, la région Afar d'Éthiopie constitue un exemple utile des impacts négatifs des grandes plantations sur la population et l'environnement. Au cours des cinq dernières décennies, le gouvernement a saisi plus de 400 000 hectares de terres dans la région, notamment pour des plantations industrielles.¹²³ L'Afar a une population de plus de 1,7 million d'habitants, dont 90% sont des pasteurs dont la subsistance repose principalement sur l'élevage de chameaux, de bovins, d'ovins et de chèvres, et sont mobiles pour s'adapter à l'environnement et maximiser les ressources disponibles. Cependant, l'expansion des grandes plantations a eu un impact négatif dramatique sur les pasteurs Afari. La perte de pâturages a été un facteur clé de l'insécurité alimentaire croissante et de la vulnérabilité accrue à la sécheresse avec la perte de pâturages vitaux en saison sèche.¹²⁴

Une étude réalisée en 2013 par l'Institut international de l'environnement et du développement (IIED) a comparé la productivité par hectare de canne à sucre et de coton-graine cultivés industriellement par rapport à la production pastorale en Afar.¹²⁵ En examinant la production d'un troupeau d'animaux (lait, viande et autres produits animaux) sur un hectare de terre, les chercheurs ont montré que la production et le rendement net du pastoralisme étaient égaux ou supérieurs à ceux de la production de coton et de sucre. Dans le même temps, contrairement à l'impact destructeur des monocultures sur les ressources en sol et en eau, le pastoralisme, lorsqu'il est correctement géré, offre toute une série d'avantages écologiques, notamment la fertilisation du sol avec la manure.¹²⁶

La concentration des terres entre les mains des producteurs les plus « efficaces » a peu d'effet positif, s'il en est, sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.¹²⁷ La série de rapports de l'Oakland Institute sur les investissements agricoles à grande échelle en Afrique montre que le transfert de terres agricoles aux entreprises ne garantit pas la richesse de la majorité.¹²⁸ Au contraire, la création d'emplois et les conditions de travail dans les grandes exploitations agricoles ne correspondent généralement pas aux revenus, à la qualité de vie et aux niveaux d'emploi générés par les

petites exploitations. La migration rurale vers les villes surpeuplées ne garantit ni l'emploi ni de meilleurs moyens de subsistance.¹²⁹

L'accent mis par la Banque sur l'investissement étranger et l'agriculture industrielle pour l'exportation va totalement à l'encontre des connaissances actuelles sur les mesures à même d'accroître l'autosuffisance et la sécurité alimentaire des agriculteurs les plus pauvres. Comme le confirment les études de cas en agroécologie de l'Oakland



Institute,¹³⁰ les pratiques et les politiques qui encouragent la diversification des cultures, nécessitent moins d'intrants extérieurs, améliorent la fertilité des sols et accroissent la biodiversité peuvent accroître considérablement les rendements agricoles, les revenus des agriculteurs et la sécurité alimentaire.

Au nom de l'efficacité de l'utilisation des terres et de la sécurité foncière, les prescriptions de l'EBA en matière de foncier, tels que la formalisation de la propriété privée,

la privatisation des terres publiques et la garantie d'une expropriation « juste », parient que la qualité marchande des terres garantira un développement équitable. Mais dans le monde réel, les hypothèses de la Banque se sont toujours révélées fausses. En dépit de ces évidences, l'EBA continue d'être guidée par deux pays occidentaux et la Fondation Gates dans leurs efforts pour imposer au monde leur programme néolibéral favorisant les entreprises de l'agrobusiness.

« Le plaidoyer pour des titres formels est un exemple de la quête persistante de l'hégémonie idéologique. Si les politiciens africains formaient une commission internationale pour imposer les pratiques culturelles et juridiques africaines au monde « développé », la surprise serait profonde. Cela serait une surprise, car l'impérialisme va de haut en bas en quelque sorte et il nous semble donc naturel que les pays pauvres aient désespérément besoin de ce que nous avons dans les pays riches. Ils doivent devenir comme nous dans toutes leurs pratiques juridiques et culturelles pour pouvoir ensuite devenir riches comme nous. [...] Il s'agit ici de rappeler la nature et la portée de ce qui est défendu lorsque des personnalités haut placées lancent des initiatives mondiales pour faciliter l'imposition d'arrangements institutionnels qui ont été artificiellement naturalisés par ces derniers. Perdu dans cette quête de solutions universelles à des problèmes particuliers, on peut raisonnablement penser que l'imposition de pratiques juridiques et culturelles étrangères dans n'importe quel contexte fonctionne rarement comme prévu. »

– Daniel W. Bromley dans *Formalising Property Relations in the Developing World: The Wrong Prescription for the Wrong Malady*¹³¹

Une vision élaborée par trois donateurs occidentaux

Les trois derniers donateurs de l'EBA - USAID, le DfID du Royaume-Uni et la Fondation Bill and Melinda Gates - défendent depuis longtemps leur attachement à l'agriculture industrielle et aux entreprises de l'agrobusiness.¹³² Tout en préconisant des réformes politiques dans les pays en développement par le biais d'initiatives telles que l'EBA et la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, les donateurs de l'EBA soutiennent des entreprises agroalimentaires vendant des produits et des services ou investissant dans des terres agricoles.¹³³ Ce biais est encore plus évident au regard du groupe consultatif de l'EBA, composé principalement de sociétés multinationales du secteur agroalimentaire et de la chimie telles que Monsanto, Bayer, Cargill et Syngenta, entre autres.¹³⁴

L'agenda politique de l'EBA est largement influencé par DfID, dont la vision officielle de l'agriculture « repose sur l'hypothèse selon laquelle la création durable de richesses et une sortie autofinancée de la pauvreté dépendent, à long

terme, de la transformation économique et de la majorité des ruraux pauvres trouvant un emploi productif et mieux rémunéré en dehors de la production agricole primaire.»¹³⁵

Sur la base de ce principe, le cadre appelle à une double stratégie: « d'une part, promouvoir la transformation de l'agriculture axée sur la commercialisation et le développement de l'industrie agro-alimentaire, créer des emplois et augmenter les revenus et, d'autre part, faciliter une transition rurale à long terme de l'agriculture vers des opportunités d'emplois non agricoles ».¹³⁶ Cette trajectoire linéaire vers le développement de l'agriculture commerciale et industrielle contredit un grand nombre de publications scientifiques, y compris des travaux publiés par des économistes de la Banque mondiale, sur la productivité et l'efficacité à long terme des exploitations familiales.¹³⁷

Pour concrétiser cette vision, le Royaume-Uni a versé 600 millions de livres sterling à la Nouvelle alliance du G8 pour





Bill Gates et le Président de la Banque mondiale Jim Yong Kim à la réunion de printemps de la Banque mondiale de 2016
© Simone D. McCourtie / World Bank

la sécurité alimentaire et la nutrition, un partenariat entre des donateurs internationaux, dix pays africains et des multinationales, qui utilise les rapports Doing Business et EBA comme principaux indicateurs d'évaluation.¹³⁸ Une condition cruciale pour ce partenariat, et une condition importante pour pouvoir recevoir une aide, est que les pays africains s'engagent à réformer leurs politiques foncières pour les rendre plus attractifs pour les investisseurs étrangers.¹³⁹

À l'instar du Royaume-Uni, les États-Unis ont été un donateur clé de la Nouvelle alliance, lancée sous leur direction en 2012.¹⁴⁰ Comme de la Nouvelle alliance, le programme américain Feed the Future (FtF) met l'accent sur le partenariat entre les gouvernements bénéficiaires et les entreprises. Il a rassemblé plus de 60 sociétés agroalimentaires américaines et 12 pays en développement.¹⁴¹ Entre 2010 et 2014, FtF a reçu plus de 11 milliards de dollars de l'USAID et d'autres agences fédérales pour des activités liées à la sécurité alimentaire et à l'agriculture.¹⁴²

USAID finance des programmes d'aide visant l'attribution de titres foncières dans 23 pays,¹⁴³ dont l'Éthiopie, la République centrafricaine, la Colombie, le Tadjikistan, le Kosovo et le Libéria, entre autres.¹⁴⁴ Ces projets s'accompagnent d'un plaidoyer fort en faveur de la privatisation des terres. Au Mozambique, par exemple, les officiels américains plaident depuis de nombreuses années pour une réforme de la législation foncière du pays qui permettrait la privatisation de la terre.¹⁴⁵ En 2011, le Millennium Challenge Account des États-Unis a fait de la transférabilité du droit d'utilisation et de développement des terres une condition préalable de l'aide au Mozambique.¹⁴⁶

La Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) est également un acteur majeur de l'aide internationale à l'agriculture. Le BMGF est surtout connu pour avoir utilisé son argent pour promouvoir une « révolution verte » agricole en Afrique, basée sur l'utilisation d'engrais synthétiques, d'intrants chimiques et de semences génétiquement modifiées et brevetées. Ce programme profite largement aux entreprises agroalimentaires qui dominent les marchés d'intrants et les chaînes de valeur agricoles mondiales. La Fondation Gates investit dans les mêmes sociétés qu'elle sert par le biais de ses programmes de développement, notamment Monsanto, BASF, Coca Cola, PepsiCo, Unilever et bien d'autres.¹⁴⁷

Lors d'une table ronde tenue au printemps 2016 par la Banque mondiale, Bill Gates a reproché aux systèmes de réglementation des pays en développement de décourager l'investissement et a plaidé pour une « conditionnalité en matière d'expertise » pour orienter leurs choix en matière de développement. Cette vision constitue la base du soutien du BMGF au projet EBA de la Banque mondiale. En 2015, plus de 12% des subventions du BMGF liées à l'agriculture (56 millions de dollars) ont été allouées à des programmes d'influence des politiques et de plaidoyer, ce qui témoigne de l'intention de la Fondation d'influer les idées et les politiques alimentaire et agricole.¹⁴⁸ L'engagement controversé de la Fondation dans le recrutement d'une firme de relations publiques pour manipuler les débats de l'ONU sur les « gene drives »¹⁴⁹ et le financement continu des projets de l'Alliance pour la science de l'Université Cornell¹⁵⁰ et Ceres2030¹⁵¹ témoignent également de sa volonté de contrôler les idées sur le développement agricole dans le monde.



Conclusion

Depuis la création de l'EBA en 2013, la Banque mondiale et ses donateurs ont défendu le projet en tant qu'outil permettant d'orienter les décideurs sur les meilleures pratiques réglementaires pour soutenir l'essor des secteurs agricoles et une « transformation agricole inclusive ». ¹⁵² Cependant, la Banque oscille entre des messages politiquement corrects sur la nécessité de soutenir les petits exploitants agricoles et la promotion qu'elle fait de l'agriculture industrielle et de l'agrobusiness. ¹⁵³

Les prescriptions de l'EBA sont lourdement biaisées en faveur des grandes industries agroalimentaires et le projet ignore les intérêts des pays en développement et des agriculteurs. Avec l'introduction de l'indicateur foncier, la Banque encourage la marchandisation, l'accaparement et la concentration des terres, tout en accélérant le processus de dépossession des ruraux pauvres dans les pays en développement.

Les gouvernements doivent être aidés à concevoir des politiques alimentaires et agricoles qui placent les agriculteurs familiaux, les pasteurs et les peuples autochtones au centre des priorités pour s'attaquer aux problèmes de la faim, de la dégradation de l'environnement et de la crise climatique. Au lieu de cela, avec son nouvel indicateur foncier, la Banque mondiale lance une attaque sans précédent sur leurs droits fonciers et leur avenir. Introduit à titre pilote dans 38 pays en 2017, l'indicateur foncier devrait être étendu à 80 pays dans le rapport EBA 2019. Alors que l'EBA avait déjà beaucoup de parti pris en faveur de l'agriculture industrielle et de l'agrobusiness, les menaces qu'amènent ce nouvel indicateur rendent encore plus important de mettre fin définitivement à cette initiative néfaste.



Références

- 1 Voir <https://new-alliance.org>
- 2 Martin-Prével, A. *Down on the Seed: The World Bank Enables Corporate Takeover of Seeds*. The Oakland Institute, 2017. <https://www.oaklandinstitute.org/down-seed-world-bank-enabling-business-agriculture-corporate-takeover> (consulté le 25 avril 2018).
- 3 *Ibid.*
- 4 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017*. <http://eba.worldbank.org/~media/WBG/AgriBusiness/Documents/Reports/2017/EBA-Full-Report.pdf?la=en> (consulté le 25 avril 2018).
- 5 Daniel, S. and A. Mittal. *The Great Land Grab: Rush for World's Farmland Threatens Food Security for the Poor*. The Oakland Institute, 2009. <https://www.oaklandinstitute.org/great-land-grab-rush-world's-farmland-threatens-food-security-poor> (consulté le 30 avril 2018).
- 6 Voir la série de rapports de l'Oakland Institute sur les investissements fonciers en Afrique: <https://www.oaklandinstitute.org/land-deals-africa/publications-overview>.
- 7 Voir par exemple: The Oakland Institute. "Success at Halting Largest Foreign Land Deal in South Sudan." [Communiqué de presse], 22 août 2011. <https://www.oaklandinstitute.org/success-halting-largest-foreign-land-deal-south-sudan> (consulté le 7 janvier 2019); Fossett, K. and C.L. Biron. "Activists Claim Win as Herakles Halts Cameroon Operation." *Inter Press Service*, 26 mai 2013. <http://www.ipsnews.net/2013/05/activists-claim-win-as-herakles-halts-cameroon-operation/> (consulté le 7 janvier 2019); "Update on status of land grab in rural Senegal by Senhuile SA". *RFI*, 23 mai 2014. <https://soundcloud.com/radiofranceinternationale/update-on-status-of-land-grab-in-rural-senegal-by-senhui-le-sa> (consulté le 7 janvier 2019).
- 8 UNCTAD & World Bank. *Respecting Land Rights and Averting Land Disputes. Responsible Agricultural Investment (RAI) Knowledge Into Action Note, no. 11*. 2018. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29470> (consulté le 8 janvier 2019).
- 9 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017*. *Op. Cit.* pp. 108-114.
- 10 *Ibid.*
- 11 *Ibid.*
- 12 *Ibid.*; voir aussi les questions de l'indicateur sur: World Bank. *Enabling the Business of Agriculture. Additional Indicators*. <http://pubdocs.worldbank.org/en/669591534213851309/EBA2017-Land-Data.xlsx> (consulté le 14 juin 2018).
- 13 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017*. *Op. Cit.* pp. 109-110.
- 14 Par souci de simplification, nous utilisons "indicateur foncier" pour représenter en fait un groupe d'indicateurs sur le foncier.
- 15 La Banque pense que le bon fonctionnement des marchés fonciers est une condition nécessaire pour faciliter l'entrée et la sortie de l'agriculture. Des « solides marchés fonciers » font également partie de la stratégie de la Banque visant à « améliorer le climat des investissements » et à attirer les investisseurs. Voir: World Bank. *The World Bank Group Agriculture Action Plan 2013-2015*. 25 mars 2013. <http://documents.worldbank.org/curated/en/639551468163485999/pdf/763040BRoSecM2oOfficialoUseoOnlyo9o.pdf> (consulté le 9 juillet 2018). Dans le rapport 2017 de l'EBA, la Banque affirme que l'enregistrement officiel des terres et la liberté de location permettront d'allouer des terres à des agriculteurs plus « qualifiés » qui peuvent se développer et investir dans des méthodes à plus forte intensité de capital, tandis que d'autres seront chassés de l'agriculture. Voir World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017*. *Op. Cit.*
- 16 Food and Agriculture Organization of the United Nations. "Rural areas, too long seen as poverty traps, key to economic growth in developing countries." [Communiqué de presse], 9 octobre 2017. <http://www.fao.org/news/story/en/item/1042091/icode/> (consulté le 7 janvier 2019).
- 17 Food and Agriculture Organization of the United Nations. "Putting family farmers first to eradicate hunger." [Communiqué de presse], 16 octobre 2014. <http://www.fao.org/news/story/en/item/260535/icode/> (consulté le 7 janvier 2019).
- 18 Daniel, S. and A. Mittal. *The Great Land Grab: Rush for World's Farmland Threatens Food Security for the Poor*. *Op. Cit.*
- 19 *Ibid.*
- 20 Deininger, K. and D. Byerlee. *Rising global interest in farmland: can it yield sustainable and equitable benefits?* World Bank, 2011. <https://siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/Rising-Global-Interest-in-Farmland.pdf> (consulté le 7 janvier 2019).
- 21 *Ibid.*
- 22 *Ibid.*
- 23 Nolte, K., Chamberlain, W., and M. Giger. *International Land Deals for Agriculture. Fresh insights from the Land Matrix: Analytical Report II*. CDE, CIRAD, GIGA, University of Pretoria, 2016. https://landmatrix.org/media/file_public/ab/c8/abc8b563-gd74-4a47-9548-cb59e4809b4e/land_matrix_2016_analytical_report_draft_ii.pdf (consulté le 7 janvier 2019).
- 24 Daniel, S. and A. Mittal. *The Great Land Grab: Rush for World's Farmland Threatens Food Security for the Poor*. *Op. Cit.*
- 25 Le rapport Doing Business 2010 fait état d'un nombre record de réformes pour améliorer le "climat des affaires" entre juin 2008 et mai 2009. World Bank. *Doing Business 2010*. 2009. <http://www.doingbusiness.org/reports/global-reports/doing-business-2010> (consulté le 10 juin 2018).
- 26 International Finance Corporation. "Partnerships - Collaborating for Impact in Africa." *Sub-Saharan Africa*. https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/region_ext_content/regions/sub-saharan+afrika/advisory+services/partners/ifc+pep+afrika (consulté le 23 mai 2018).
- 27 Voir par exemple Mousseau, F. and A. Martin-Prével, *Miracle or Mirage? Manufacturing Hunger and Poverty in Ethiopia*. The Oakland Institute, 2016. <https://www.oaklandinstitute.org/miracle-mirage-manufacturing-hunger-poverty-ethiopia> (consulté le 28 juin 2018); Mousseau, F. *On Our Land: Modern Land Grabs Reversing Independence in Papua New Guinea*. The Oakland Institute, 2016. <https://www.oaklandinstitute.org/our-land-modern-land-grabs-reversing-independence-papua-new-guinea> (consulté le 28 juin 2018); Bergius, M. *Irresponsible Investment: Agric's Broken Development Model in Tanzania*. The Oakland Institute, 2015. <https://www.oaklandinstitute.org/irresponsible-investment> (consulté le 28 juin 2018); Sur l'accapement des terres post-2008, voir Daniel, S. et A. Mittal. *The Great Land Grab: Rush for World's Farmland Threatens Food Security for the Poor*. *Op. Cit.*
- 28 Voir l'exemple de l'huile de palme en Indonésie dans Sonkin, F. *Indonesia: The World Bank's Failed East Asian Miracle*. The Oakland Institute, 2018. <https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/indonesia-world-bank-failed-east-asian-miracle.pdf> (consulté le 7 janvier 2019).
- 29 Voir UNCTAD & World Bank. *Respecting Land Rights and Averting Land Disputes. Responsible Agricultural Investment (RAI) Knowledge Into Action Note, no. 11*. *Op. Cit.*
- 30 La Banque mondiale utilise différents termes pour décrire les droits fonciers coutumiers, tels que « informel » et « non documenté ».
- 31 Voir par exemple Mittal, A. *We Say the Land Is not Yours, Breaking the Silence against Forced Displacement in Ethiopia*. The Oakland Institute, 2015. <https://www.oaklandinstitute.org/we-say-land-not-yours-breaking-silence-against-forced-displacement-ethiopia> (consulté le 7 janvier 2019).
- 32 Voir par exemple The Oakland Institute. "Success at Halting Largest Foreign Land Deal in South Sudan." *Op. Cit.*; Fossett, K. and C.L. Biron, "Activists Claim Win as Herakles Halts Cameroon Operation." *Op. Cit.*; "Update on status of land grab in rural Senegal by Senhuile SA." *Op. Cit.*
- 33 UNCTAD & World Bank. *Respecting Land Rights and Averting Land Disputes. Responsible Agricultural Investment (RAI) Knowledge Into Action Note, no. 11*. *Op. Cit.*
- 34 "World Bank: Africa held back by land ownership confusion." BBC, 23 juillet 2013. <https://www.bbc.com/news/business-23421548> (consulté le 7 janvier 2019).
- 35 Voir Martin-Prével, A. *The Unholy Alliance, Five Western Donors Shape a Pro-Corporate Agenda for African Agriculture*. The Oakland Institute, 2016. <https://www.oaklandinstitute.org/unholy-alliance-five-western-donors-shape-pro-corporate-agenda-african-agriculture> (consulté le 7 janvier 2019).
- 36 New Alliance for Food Security and Nutrition. «Enabling Actions». <https://>



- new-alliance.org/commitments#commitments_enabling%20actions (consulté le 2 mai 2018). Voir aussi Sonkin, F. "Two Blows in a Row: The New Alliance for Food Security Loses Ground." The Oakland Institute, [blog], 12 avril 2018. <https://www.oaklandinstitute.org/blog/two-blows-row-new-alliance-food-security-loses-ground> (consulté le 3 mai 2018).
- 37 Martin-Prével, A. *The Unholy Alliance, Five Western Donors Shape a Pro-Corporate Agenda for African Agriculture*. Op. Cit.
- 38 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2016. Comparing Regulatory Good Practices*. Janvier 2016. <http://eba.worldbank.org/~media/WBG/AgriBusiness/Documents/Reports/2016/EBA16-Full-Report.pdf> (consulté le 15 mai 2018).
- 39 Voir le site internet de la campagne Our Land Our Business: <http://ourlandourbusiness.org> et Fraser, E. *A Death Knell for the EBA? Why the World Bank Must End its Ranking Programs Now*. The Oakland Institute, 2018. <https://www.oaklandinstitute.org/world-bank-death-knell-eba> (consulté le 7 janvier 2019).
- 40 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017. Op. Cit.* p. 110. L'EBA utilise une série d'indicateurs sur le foncier. Par simplification, le rapport utilise le terme 'indicateur foncier' pour représenter cette série d'indicateurs.
- 41 L'EBA utilise deux types d'indicateurs: *legal indicators* et *efficiency indicators*. *Legal indicators* concernent les lois et réglementations. Les *Efficiency indicators* reflètent le temps et le coût imposés par les réglementations – par exemple, le nombre de procédures et le temps et le coût nécessaire pour transférer des titres fonciers. Voir World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017. Op. Cit.* p. 128.
- 42 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017. Op. Cit.* p. 110.
- 43 Voir questions de l'indicateur foncier dans 38 pays. The World Bank. *Enabling the Business of Agriculture. Additional Indicators*. Op. Cit.
- 44 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017. Op. Cit.* p. 110.
- 45 *Ibid.*
- 46 *Ibid.* p. 115
- 47 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2016. Comparing Regulatory Good Practices*. Op. Cit. p. 64. Nous discutons plus bas dans le rapport l'absence de définition de la Banque pour ce qui constituerait une agriculture efficace.
- 48 Voir questions and data for the land indicator in 38 countries. World Bank. *Enabling the Business of Agriculture. Additional Indicators*. Op. Cit.
- 49 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017. Op. Cit.* p. 110.
- 50 *Ibid.* p. 109.
- 51 Par exemple, l'indicateur "registering property" développé par le Doing Business. L'indicateur foncier de l'EBA est directement basé sur l'indicateur "registering property" et l'EBA se réfère aux analyses du Doing Business pour ses analyses pays.
- 52 World Bank. "Why Secure Land Rights Matter." 24 mars 2017. <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2017/03/24/why-secure-land-rights-matter> (consulté le 30 juillet 2018); World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017. Op. Cit.* p. 110.
- 53 Ziffer, D. "Banking royal commission: ANZ 'empathy' too late for farmers already forced off their land." ABC, 30 juin 2018. <https://www.abc.net.au/news/2018-07-01/banking-royal-commission-hears-the-pain-of-farmers/9924334> (consulté le 19 décembre 2018).
- 54 McMahon, A. "Farmers protest forced sale of land by so-called vulture fund. Brother owners were not told land bought for over €1m was listed for auction." *Irish Times*, 12 septembre 2018. <https://www.irishtimes.com/news/ireland/irish-news/farmers-protest-forced-sale-of-land-by-so-called-vulture-fund-1.3627396> (consulté le 19 décembre 2018).
- 55 République du Niger, Institut National de la Statistique (INS), Système d'Alerte Précoce (SAP) et Système d'Information sur les marchés Agricoles (SIMA). *Enquête sur la Conjoncture et la Vulnérabilité Alimentaire des Ménages*. Mai 2006. http://www.stat-niger.org/statistique/file/Vulnerabilite_vulnerabilite_alimentaire_septembre_2006.pdf (consulté le 29 novembre 2018), p. 52.
- 56 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017. Op. Cit.* p. 112.
- 57 Le terme "communal land tenure" décrit les terres utilisées et gérées par les communautés, sans titre de propriété individuelle.
- 58 Bromley, D. W. "Formalising Property Relations in the Developing World: The Wrong Prescription for the Wrong Malady." *Land Use Policy*, 26 (2008): 20–27.
- 59 Independent Evaluation Group. *Lessons from Land Administration Projects: A Review of Project Performance Assessments*. World Bank Group, 2016. https://ieg.worldbankgroup.org/sites/default/files/Data/Evaluation/files/lp_landadmin.pdf (consulté le 30 juin 2018).
- 60 *Ibid.*
- 61 *Ibid*; Cousins, B. "Potential and pitfalls of 'communal' land tenure reform: experience in Africa and implications for South Africa." Paper for World Bank conference on 'Land Governance in support of the MDGs: Responding to new challenges' Washington D.C., USA, 9-10 mars 2009. https://www.fig.net/resources/proceedings/2009/fig_wb_2009/papers/trn/trn_1_cousins.pdf (consulté le 12 juin 2018).
- 62 Voir par exemple the country case studies at: <https://www.oaklandinstitute.org/our-land-our-business> (consulté le 19 décembre 2018).
- 63 Quelques exemples de cette littérature: Kennedy, D.W. "Some Caution about Property Rights as a Recipe for Economic Development." *Harvard Law School Pub. Law & Legal Theory Working Paper Series* Paper No. 09-59, 2009. https://dash.harvard.edu/bitstream/handle/1/15413225/DKennedy_CautionPropertyRights.pdf?sequence=3 (consulté le 31 mai 2018); Bromley, D.W. "Formalising Property Relations in the Developing World: The Wrong Prescription for the Wrong Malady." Op. Cit.
- 64 Campanha Nacional em Defesa do Cerrado. "The World Bank's land program in the State of Piauí, Brazil, is a license for land grabbing." [CSO communiqué commun], 21 mars 2018. https://www.grain.org/bulletin_board/entries/5909-the-world-bank-s-land-program-in-the-state-of-piaui-brazil-is-a-license-for-land-grabbing (consulté le 19 décembre 2018).
- 65 ActionAid. *Background note: The World Bank's support for land titling or "regularization" in the state of Piauí*. 2018. <https://www.actionaidusa.org/wp-content/uploads/2018/03/Background-note.pdf> (consulté le 19 décembre 2018).
- 66 ActionAid. "World Bank Program Forcing Local Communities Off Their Land." [Communiqué de presse], 22 mars 2018. <https://www.actionaidusa.org/news/world-bank-land/> (consulté le 19 mai 2018).
- 67 Hertzler, D. "Documents Forged with Cricket Poop Used to Legalize Land Claims in Brazil as World Bank Project Opens Doors to Land Grabbers." *ActionAid*, 2 avril 2018. <https://www.actionaidusa.org/blog/world-bank-land/> (consulté le 19 mai 2018).
- 68 Campanha Nacional em Defesa do Cerrado. "The World Bank's land program in the State of Piauí, Brazil, is a license for land grabbing." Op. Cit.
- 69 ActionAid. *Background note: The World Bank's support for land titling or "regularization" in the state of Piauí*. Op. Cit.
- 70 *Ibid.*
- 71 *Ibid.*
- 72 Hertzler, D. "Documents Forged with Cricket Poop Used to Legalize Land Claims in Brazil as World Bank Project Opens Doors to Land Grabbers." Op. Cit.
- 73 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017. Op. Cit.* p. 113.
- 74 Rights and Resources Initiative. *Who Owns the World's Land? A global baseline of formally recognized indigenous and community land rights*. Septembre 2015. https://rightsandresources.org/wp-content/uploads/GlobalBaseline_web.pdf (consulté le July 8, 2018). See also: Alden Wily, L. "Custom and commonage in Africa rethinking the orthodoxies." *Land Use Policy* 25 (2008): 43–52. https://www.researchgate.net/publication/240382438_Custom_and_commonage_in_Africa_Rethinking_the_orthodoxies (consulté le 9 juillet 2018).
- 75 Rights and Resources Initiative. *Who Owns the World's Land? A global baseline of formally recognized indigenous and community land rights*. Op. Cit.
- 76 *Ibid.*
- 77 Dans de nombreux cas, les pays ont maintenu les lois coloniales qui établissaient la propriété de l'état sur les terres.
- 78 US Department of Commerce. *Tanzania - Protection of Property Rights*.



- <https://www.export.gov/article?id=Tanzania-Protection-of-Property-Rights> (consulté le 12 juin 2018); United Republic of Tanzania. Village Land Act, No. 5, 1999. 15 mai 1999. <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/tan53306.pdf> (consulté le 28 février 2018).
- 79 En Ethiopie, les lois foncières ne sont pas un héritage de la décolonisation, mais ont leurs racines dans la révolution et les réformes du régime du Derg (1974-1987). La Constitution actuelle établit la propriété des terres exclusivement "dans l'Etat et les peuples d'Ethiopie". <http://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/en/et/eto07en.pdf> (consulté le 28 février 2018).
- 80 US Department of Commerce. *Mozambique - Protection of Property Rights*. <https://www.export.gov/article?id=Mozambique-Protection-of-Property-Rights> (consulté le 12 juin 2018). Voir aussi: Hanlon, J. *Understanding Land Investment Deals in Africa. Country Report: Mozambique*. The Oakland Institute, 2011. <https://www.oaklandinstitute.org/understanding-land-investment-deals-africa-mozambique> (consulté le 12 juin 2018).
- 81 US Department of Commerce. *Zimbabwe - Protection of Property Rights*. <https://www.export.gov/article?id=Zimbabwe-Protection-of-Property-Rights> (consulté le 12 juin 2018). Voir aussi: Kumbuka, D. and G. Marawanyika. "Zimbabwe's New President Eases Land Laws for White Farmers." *Bloomberg*, 31 janvier 2018. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-01-31/zimbabwe-eases-land-laws-as-mnangagwa-courts-investment> (consulté le 13 juin 2018).
- 82 US Department of Commerce. *Zambia - Protection of Property Rights*. <https://www.export.gov/article?id=Zambia-Protection-of-Property-Rights> (consulté le 13 juin 2018).
- 83 Mali. *Code domanial et foncier Ordonnance n°00-027 du 22 mars 2000*. <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/mali/Mali-Code-2000-domanial-et-foncier-MAJ-2002.pdf> (consulté le 19 décembre 2018). Une nouvelle loi sur les terres agricoles au Mali a été adoptée en 2017, modifiant le statut des terres coutumières non enregistrées en tant que terres de l'État et reconnaissant les droits foncières coutumiers des communautés rurales.
- 84 Le concept de « terres vacantes sans propriétaires » remonte à l'époque coloniale. Le modèle de politique foncière, trouvé par exemple au Congo depuis 1885, stipule que tous les terrains « vacants » sont la propriété de l'État. Au cours de ce processus, des terres ont été officiellement transférées au gouvernement colonial, puis cédées à des sociétés en concession. Voir Takeuchi, S. 2014. *Confronting Land and Property Problems for Peace*. London and New York. Routledge.
- 85 Bergius, M. *Irresponsible Investment: Agrica's Broken Development Model in Tanzania*. Op. Cit.; Lyons, K. *The Darker Side of Green: Plantation Forestry and Carbon Violence in Uganda*. The Oakland Institute, 2014. <https://www.oaklandinstitute.org/darker-side-green> (consulté le 19 décembre 2018).
- 86 Horne, F. *Understanding Land Investment Deals in Africa. Country Report: Ethiopia*. The Oakland Institute, 2011. https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_Ethiopa_Land_Investment_report.pdf (consulté le 19 décembre 2018), p. 11.
- 87 Mittal, A. et E. Fraser. *Losing the Serengeti: The Maasai Land that was to Run Forever*. The Oakland Institute, 2018. <https://www.oaklandinstitute.org/tanzania-safari-businesses-maasai-losing-serengeti> (consulté le 19 décembre 2018).
- 88 Communauté des ressortissants du secteur de Bukanga-Lonzo. *Mémoire à l'intention de son excellence Joseph Kabila Kabange, Président de la République du Démocratique du Congo*. Décembre 2014.
- 89 Communication avec l'auteur, décembre 2018, aussi posté sur: <http://actnowpng.org/campaign/customary%20land> (consulté le 19 décembre 2018).
- 90 Ujamaa Community Resource Team. *Securing Communal Land Tenure in Northern Tanzania Using Certificates of Customary Right of Occupancy*. 2014. http://www.ujamaa-crt.org/uploads/1/2/5/7/12575135/ucrt_ccro_brief_2014.pdf (consulté le 19 décembre 2018).
- 91 Goldman Environmental Prize. "Edward Loure: 2016 Goldman Prize Recipient, Africa." <https://www.goldmanprize.org/recipient/edward-loure/> (consulté le 19 décembre 2018).
- 92 Ujamaa Community Resource Team. *Securing Communal Land Tenure in Northern Tanzania Using Certificates of Customary Right of Occupancy*. Op. Cit.
- 93 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture. Additional Indicators*. Op. Cit.
- 94 Byamugisha, F. F. K. 2013. *Securing Africa's Land for Shared Prosperity: A Program to Scale Up Reforms and Investments*. Washington, DC: World Bank. <http://documents.worldbank.org/curated/en/732661468191967924/pdf/780850PUBoEPIoolCoopubdate05024013.pdf> (consulté le 8 janvier 2019).
- 95 "World Bank: Africa held back by land ownership confusion." *BBC*, July 23, 2013. <https://www.bbc.com/news/business-23421548> (consulté le 19 décembre 2018).
- 96 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017*. Op. Cit. p. 110.
- 97 *Ibid*. p. 118.
- 98 *Ibid*. p. 110.
- 99 *Ibid*.
- 100 Londoño, E., "As Brazil's Far Right Leader Threatens the Amazon, One Tribe Pushes Back." *The New York Times*. 10 novembre 2018. <https://www.nytimes.com/2018/11/10/world/americas/brazil-indigenous-mining-bolsonaro.html> (consulté le 19 décembre 2018); Marcio, D. "Não podemos abrir as portas para todo mundo", diz Bolsonaro em palestra na Hebraica." *Politica*, 3 avril 2017. <https://politica.estadao.com.br/noticias/geral,nao-podemos-abrir-as-portas-para-todo-mundo-diz-bolsonaro-em-palestra-na-hebraica,7000172552> (consulté le 7 janvier 2019).
- 101 Londoño, E., "As Brazil's Far Right Leader Threatens the Amazon, One Tribe Pushes Back." Op. Cit.
- 102 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017*. Op. Cit. p. 112.
- 103 *Ibid*.
- 104 Binswanger-Mkhize, H.P., Bourguignon, C. and R. van den Brink, eds. *Agricultural land redistribution: toward greater consensus*. World Bank, 2009. <http://documents.worldbank.org/curated/en/943811468153560954/pdf/488960PUBoREPLACEMENToFILE09780821376270.pdf> (consulté le 9 juillet 2018), pp. 57-62.
- 105 Voir: UN Permanent Forum on Indigenous Issues. "Chronic Marginalization, Fragmentation, Encroachment, Lack of Land Rights Make Pastoralists in Africa among Poorest in World, Indigenous Forum Told." [Communiqué de presse], 23 mai 2013. <https://www.un.org/press/en/2013/hr5135.doc.htm> (consulté le 29 mai 2018).
- 106 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017*. Op. Cit., pp. 110 and 113.
- 107 *Ibid*.
- 108 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2015, Progress Report*. 2014. <http://documents.worldbank.org/curated/en/674471468125681789/pdf/940330WPoP145200ofoAgriculture02015.pdf> (consulté le 8 janvier 2019).
- 109 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017*. Op. Cit. pp. 110 and 113.
- 110 *Ibid*. p. 113.
- 111 Daniel, S. and A. Mittal. *(Mis)Investment in Agriculture: The Role of the International Financial Institution in Land Grabs*. The Oakland Institute, 2010. https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/misinvestment_web.pdf (consulté le 8 janvier 2019).
- 112 Martin-Prével, A. *Unfolding Truth: Dismantling the World Bank's Myths on Agriculture and Development*. The Oakland Institute, 2014. https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OurBiz_Brief_UnfoldingTruth.pdf (consulté le 8 janvier 2019).
- 113 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2016. Comparing Regulatory Good Practices*. Op. Cit. p. 64.
- 114 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017*. Op. Cit. p. 114.
- 115 *Ibid*. p. 113.
- 116 Voir par exemple Binswanger-Mkhize, H.P., Bourguignon, C. and R. van den Brink, eds. *Agricultural land redistribution: toward greater consensus*. Op. Cit.
- 117 Martin-Prével, A. *Down on the Seed: The World Bank Enables Corporate Takeover of Seeds*. Op. Cit.
- 118 International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD). *Agriculture at a Crossroads*. Global Report, 2009. http://www.fao.org/fileadmin/templates/est/Investment/Agriculture_at_a_Crossroads_Global_Report_IAASTD.pdf (consulté le 7 janvier 2019).
- 119 Binswanger-Mkhize, H.P., Bourguignon, C. and R. van den Brink, eds. *Agricultural land redistribution: toward greater consensus*. Op. Cit.



- 120 *Ibid.*
- 121 *Ibid.* p. 11.
- 122 *Ibid.*
- 123 Mousseau, F. et A. Martin-Prével. *Miracle or Mirage? Manufacturing Hunger and Poverty in Ethiopia*. *Op. Cit.*
- 124 *Ibid.*
- 125 *Ibid.*
- 126 *Ibid.*
- 127 Deininger, K., Arezki, R., H. Selod. *What Drives the Global "Land Rush"?* The World Bank Development Research Group, Agriculture and Rural Development Team, octobre 2011. <http://documents.worldbank.org/curated/pt/229581468337294753/pdf/WPS5864.pdf> (consulté le 7 janvier 2019); Voir aussi: The Oakland Institute. *Understanding Land Investment Deals in Africa: The Myth of Job Creation*. 2011 https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_brief_myth_job_creation_o.pdf (consulté le 13 juin 2018).
- 128 Voir la série de rapports de l'Oakland Institute sur les investissements fonciers en Afrique sur: <https://www.oaklandinstitute.org/land-deals-africa/publications-overview>
- 129 Li, T.M. "Centering labor in the land grab debate." *The Journal of Peasant Studies* 38, no. 2 (2011): 281-298); Mousseau, F. "The Wrongdoings of the Doing Business Rankings and the Corporate Takeover of Agriculture." *Bretton Woods Project*, mars 14, 2018. <https://www.brettonwoodsproject.org/2018/03/wrongdoings-business-rankings-corporate-take-agriculture/> (consulté le 12 juillet 2018).
- 130 The Oakland Institute. *Agroecology Case Studies*. 2015. <https://www.oaklandinstitute.org/agroecology-case-studies> (consulté le 12 juillet 2018).
- 131 Bromley, D.W. "Formalising Property Relations in the Developing World: The Wrong Prescription for the Wrong Malady." *Op. Cit.*
- 132 Martin-Prével, A. and F. Mousseau. *The Unholy Alliance, Five Western Donors Shape Pro-Corporate Agenda for African Agriculture*. *Op. Cit.*
- 133 Voir: Martin-Prével, A. *Down on the Seed: The World Bank Enables Corporate Takeover of Seeds*. *Op. Cit.*
- 134 World Bank. "Enabling the Business of Agriculture. Stakeholders." <http://eba.worldbank.org/stakeholders> (consulté le 10 mai 2018).
- 135 DfID. *DFID's Conceptual Framework on Agriculture*. 2015. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/472999/Conceptual-Framework-Agriculture2.pdf (consulté le 21 juin 2018).
- 136 *Ibid.*
- 137 Binswanger-Mkhize, H.P., Bourguignon, C. and R. van den Brink, eds. *Agricultural land redistribution: toward greater consensus*. *Op. Cit.*
- 138 Jones, S. "£600m of UK aid fuelling corporate scramble for Africa, claim critics." *The Guardian*. 1er avril 2014. <https://www.theguardian.com/global-development/2014/apr/01/uk-aid-money-corporate-scramble-africa> (consulté le 21 juin 2018).
- 139 *Ibid.*
- 140 The White House Office of the Press Secretary. "Factsheet: The New Alliance for Food Security and Nutrition." [Communiqué de presse], 18 juin 2013. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/06/18/factsheet-new-alliance-food-security-and-nutrition> (consulté le 19 décembre 2018).
- 141 Feed the Future. <https://www.feedthefuture.gov/partnership/businesses/> (consulté le 19 décembre 2018).
- 142 Lawson, M., Schnepf, R. and N. Cook. *The Obama Administration's Feed the Future Initiative*. Congressional Research Service, 2016. <https://fas.org/spp/crs/row/R44216.pdf> (consulté le 30 juin 2018).
- 143 USAID. *Why Land Rights Matter*. [Infographic], octobre 2016. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/USAID_Land_Tenure_Infographic_octobre-2016b.pdf (consulté le 19 décembre 2018).
- 144 USAID. *USAID Land Tenure Projects*. https://www.land-links.org/usaid-land-projects/?fwp_projects_status=active (consulté le 19 décembre 2018).
- 145 Hanlon, J. *Understanding Land Investment Deals in Africa. Country Report: Mozambique*. *Op. Cit.*
- 146 *Ibid.*
- 147 World Bank. "Enabling the Business of Agriculture. Stakeholders." *Op. Cit.*
- 148 *Ibid.*
- 149 Latham, J. "Gates Foundation Hired PR Firm to Manipulate UN Over Gene Drives." *Independent Science News*, Décembre 4, 2017. <https://www.independentsciencenews.org/news/gates-foundation-hired-pr-firm-to-manipulate-un-over-gene-drives/> (consulté le 12 juin 2018).
- 150 "Gates Foundation Grants Additional \$6.4 million to Cornell's Controversial Alliance for Science." *Independent Science News*, 1er novembre 2017 <https://www.independentsciencenews.org/news/gates-foundation-grants-additional-6-4million-to-cornells-controversial-alliance-for-science/> (consulté le 12 juin 2018).
- 151 Latham, J. "The Gates Foundation's Ceres2030 Plan Pushes Agenda of Agribusiness." *Truthout*, 25 novembre 2018. <https://truthout.org/articles/the-gates-foundations-ceres2030-plan-pushes-agenda-of-agribusiness/> (consulté le 19 décembre 2018).
- 152 World Bank. *Enabling the Business of Agriculture 2017*. *Op. Cit.* p. V.
- 153 Martin-Prével, A. *Willful Blindness: How the World Bank's Country Rankings Impoverish Smallholder Farmers*. The Oakland Institute, 2014. https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OurBiz_Brief_Willful_Blindness.pdf (consulté le 8 janvier 2019).

